

ÉTATS GÉNÉRAUX DES SCIENCES & DES TECHNIQUES ENGAGÉES

SYNTHÈSE

Le démantèlement du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche est en cours, orchestré par des logiques néolibérales. Les défis socio-écologiques pressent notre société aujourd'hui et requèrent une mise en perspectives de nos connaissances sur le monde et sur nous même. Des mécanismes de désinformations et de manipulation des savoirs sont à l'oeuvre dans les agora publiques, politiques et médiatiques. Voilà, les trois constats, partagés par **Sciences Citoyennes, Ping, Klask, Ingénieurs sans frontières, l'Atelier d'Écologie POLitique** (Atécopol), **l'Atelier d'écologie politique francilien** (Ecopolien), **le réseau IPAM, Global Chance, l'Association Internationale de Techniciens, Experts et Chercheurs** (AITEC) et **RogueESR** qui ont motivé l'organisation de ces états généraux des sciences et techniques engagées. Cette journée s'est tenue à Nantes le 26 août 2021 dans le cadre de l'Université d'été des Mouvements Sociaux et des Solidarités.

L'objectif de cette journée était de soumettre ces constats, ainsi que les enjeux de la production de savoirs et de ses liens avec la société, aux participant·es des UE pour enrichir nos réflexions mutuelles et pour envisager la possibilité de mettre ces sujets à l'agenda du débat public de manière collective.

Les interventions thématiques de **Marion Véber** sur la lutte contre les pratiques de bio-piraterie, d'**Isabelle Goldringer** sur des pratiques de recherche co-construite avec les acteurs concernés et de **Christophe Bonneuil** sur l'apport de l'histoire pour repolitiser les savoirs et les institutions qui les produisent, nous ont permis de commencer la journée en nous figurant les problématiques et les enjeux de cette remise en société de la production de savoirs. Les ateliers contributifs

de l'après-midi visaient eux à questionner les engagements possibles sur cette question : quelle(s) alliance(s) entre chercheur·se·s et mouvements sociaux ? Comment construire un débat réellement démocratique sur les orientations de recherche, en matière de santé, agriculture, habitat, énergie, mobilité, pour inventer ensemble un futur désirable. Ce document tente de faire la synthèse de ces différents temps et des discussions qu'ils ont généré.

À l'issue de cette journée, nous ne pouvons pas présenter de plan d'action précis mais nous pouvons réaffirmer qu'il nous semble urgent de poser publiquement la questions de la production de savoirs et de sa mise en démocratie. Nous pouvons également affirmer notre volonté de porter ce chantier, et de le faire de manière collective. L'importance des enjeux abordés a plusieurs fois été rappelée dans les discussions. Les différents échanges ont eux permis de remettre en évidence la complexité des inter-relations existantes entre production de savoirs et société. Ces inter-relations sont de différentes natures (économiques, politiques, culturelles etc.), de différentes échelles (du local à l'international) parfois de différentes époques. Aussi, nous ne pouvons raisonnablement faire l'économie de la richesse d'un travail collectif et ouvert, pour produire une réflexion fidèle à cette complexité et à la hauteur des enjeux auxquelles nous faisons face.

Un agenda de rencontres a été établi pour renforcer notre collaboration. **Vous pouvez vous joindre à ces travaux en vous adressant à [contact\[at\]sciencescitoyennes.org](mailto:contact@sciencescitoyennes.org) (ou autre point de contact) •**



chercheurs de l'IRD sont allés en Guyane pour étudier des plantes qui pourraient aider à développer des traitements anti-paludiques. Ils ont repéré une zone où il y avait peu de cas de paludisme et ont cherché à comprendre pourquoi à travers l'étude de la faune et son usage par les populations autochtones. Ils ont pu récolter des recettes traditionnelles à l'aide d'entretiens auprès des autochtones. Une fois rentrés en France, ils ont déposé un brevet sur la plante (la Quassia Amara, aussi appelée Couachi par les populations locales). Ce dépôt s'est fait sans consulter les populations autochtones. Dans le brevet, l'apport des savoirs autochtones n'est absolument pas mentionné.

Après avoir cherché sans succès à contacter l'IRD et les chercheurs en question, la fondation a fait le choix de faire opposition au brevet devant l'office européen des brevets en 2015. La bataille s'est alors engagée sur le terrain juridique.

Ce qui est notable ici, c'est que les autochtones ont été uniquement considérés comme des informateurs et non comme producteurs de savoirs (occultant des décennies de recherches locales sur la plante et ses usages). Il y a une approche extractive et coloniale des savoirs qui est extrêmement destructrice. Comment regarder ces savoirs ? Qui produit ces savoirs ? Par ailleurs, on ne parle jamais de "savoirs" purs, mais toujours de "savoirs autochtones", avec des qualificatifs tout sauf neutres : par exemple des savoirs "ancestraux" qui laissent penser que ces savoirs sont figés dans le passé. Ces qualificatifs sont souvent des manières de les délégitimer.

La fondation est passée en procédure orale devant l'office européen des brevets en 2015. Les pratiques de biopiraterie sont encadrées par le droit international, bien que cela soit très difficile à appliquer. C'est d'ailleurs particulièrement difficile à appliquer dans le cadre des peuples autochtones, qui ne sont pas reconnus comme peuples autochtones •

ISABELLE GOLDRINGER

(INRAE - Sciences Citoyennes)

Isabelle travaille sur les semences en France. Le sujet pose des questions analogues à celles ouvertes par Marion. Dans les systèmes agricoles industriels, 99% des semences sont maîtrisées par les entreprises semencières.

En France, la modernisation agricole s'est mise en place après la guerre. Il s'est opéré une division des tâches et une spécialisation, y compris dans le secteur des semences. Les agriculteurs ont perdu la maîtrise sur ces semences. Toute cette modernisation est bien sûr allée dans le sens d'une maximisation des rendements.

Tout ce système s'est développé progressivement de manière extrêmement réglementée ; notamment à travers la propriété intellectuelle sur les semences. Cela a entraîné une perte de la transmission des savoirs.

Isabelle a travaillé sur ces sujets par le biais de l'agroécologie et la diversité culturelle. Dans les années 90, dans son laboratoire à l'INRA (Institut National de la Recherche Agronomique), Isabelle propose des approches autour des transmissions des savoirs sur les semences paysannes. Elle se heurte à un mur, car en opposition avec le modèle établi.

Dans les années 2000, les réseaux semences paysannes émergent. Ils se développent avec la même vision sur l'agroécologie ; de l'importance de la diversité cultivée. Il y a à la fois une dimension de réappropriation des semences (dimension juridique) mais aussi des savoirs qui les entourent.

Au début Isabelle n'imaginait pas s'engager dans une démarche de recherche participative. Elle a progressivement mis en place une démarche de recherche décentralisée dans les fermes et dans les champs. Mettre en place de la recherche participative prend du temps. Habituellement, les expérimentations sont mises en place sur 3 ans pour débiter



puis de nouveau sur 2 ans. Dans ces processus de recherche-action, au bout d'un an, les protocoles peuvent être critiqués par les acteurs et éventuellement arrêtés.

Il y a eu de nombreuses discussions avec des acteurs de terrain (en particulier des agriculteurs, mais pas que) qui questionnent la nécessaire répétition des expérimentations "de laboratoire". Les agriculteurs ne répètent pas nécessairement les cultures de la même façon sur un terrain mais temporellement. Il y a un lien avec les évolutions climatiques.

Des collègues chercheurs disent que ce n'est pas de la vraie recherche mais cela a évolué. L'INRAE favorise de plus en plus ces démarches bien que leur portée ne soit pas toujours très subversive ●

CHRISTOPHE BONNEUIL

(CNRS - EHESS - Revue Terrestres)

On voit bien le lien entre recherche complexe et mouvement social. Christophe vient plutôt de l'histoire. Il s'est posé la question de "à quoi peut bien servir le travail des historiens pour comprendre ces liens ?" Les gens se disent que la situation est tellement grave qu'il ne sert à rien de chercher des solutions dans le passé et qu'il faut chercher des pistes "nouvelles". On est tous dans le même bateau et c'est un cadre nouveau. Tout cela se base sur une vision tronquée de l'histoire et on voit qu'en observant certaines marges on peut dégager de meilleures lectures du présent.

On entend régulièrement une forme d'a priori qui pousse à penser que les sociétés anciennes auraient bousillés les éco-systèmes par méconnaissance et par manque de certains outils et mécanismes de compréhension. On aurait aujourd'hui mieux maîtrisé les enjeux et développé les moyens techniques pour agir (mais trop tard). Les pauvres citoyens peuvent maintenant être "éclairés" par les scientifiques et ceux qui ont des solutions (techniques, green-tech,...). Cela dépossède les mouvements sociaux de leurs expertises et la société civile semble ne pas exister. Il y a une forme d'écrasement des autres formes de savoirs. C'est ici que le travail de l'histoire peut s'avérer utile pour re-politiser les savoirs.

Par exemple pour montrer que dès le XVIIIème siècle on a conscience du dérèglement climatique. Dès cette époque, une théorie du changement climatique global se développe, se débat et rencontre des résistances.

Quelques autres exemples :

- La guerre des demoiselles dans les Pyrénées pour attaquer les producteurs de charbon par les citoyens ;
- Les luttes des luddites. C'est une lutte sociale mais aussi une lutte pour défendre le "bon travail";
- Il y avait déjà certains débats autour d'une raréfaction de certaines ressources à la fin du XIX siècle. Mais ces débats sont domestiqués par les sciences et les techniques qui vont pouvoir résoudre ces problèmes. Par ex : une plantation est un moyen de résoudre et de domestiquer les problèmes.

Le détour par l'histoire permet ainsi de repolitiser le présent. En tant qu'universitaires, on vit dans un système qui a un profond besoin de se transformer. On hérite d'un ensemble de systèmes et de paradigmes scientifiques qui ont été co-responsables de la situation actuelle. Il faut pouvoir être réflexifs là-dessus. Aucune institution de recherche ne s'est encore engagée dans ce processus (ce qu'ont commencé à faire des musées par exemple, en restituant des oeuvres).

Christophe a participé à la construction du master "études environnementales" à l'EHESS. Grâce à la FPH, le master a pu obtenir de proposer des bourses de recherche, pour travailler des sujets en lien avec des associations.

Les sujets des bourses sont blancs (ils ne sont pas fléchés) et sont travaillés par les étudiants qui proposent des sujets et cherchent les structures d'accueil. Par exemple, l'an dernier :

- Travail avec ANV-COP21 en Alsace autour des pratiques de transition du village de Kingersheim
- Travail avec Sopama aux Antilles sur le jardin Créole comme pratique de l'habiter décolonial

Cette année de nouveau, quatre bourses ont été proposées. Les étudiant-es du MI se sont rassemblé-es pour rédiger une lettre collective pour "dénoncer" la logique de mise en compétition que sous-tend le modèle proposé. C'est le même fonctionnement de mise en concurrence entre labos pour répondre à des appels à financement. Ce fonctionnement néolibéral est aujourd'hui complètement intégré dans tous les pans de la recherche.

C'est aussi le cas dans la ZAD de ND des Landes où quand le combat a été "gagné", un

processus a été mis en place pour que chaque porteur de projet soit mis en concurrence pour obtenir des terres.

Les enseignant-es du master et les membres du jury ont été mis-e face à leurs contradictions. Des échanges ont pu s'amorcer pour trouver des solutions et avancer ensemble. Cette question a été résolue dans le cadre des bourses du master car le financeur est souple. Il y a une idée de désertier les sujets classiques de recherche par les étudiants pour explorer d'autres voies ●

ATELIERS

MANIFESTE POUR DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES ENGAGÉES (Arpentage)

Cet atelier avait pour objectif de faire martyriser par les participant-es une ébauche de manifeste pour des sciences et des techniques engagées en vue d'un futur travail collectif. Nous souhaitons une science qui aille vers l'ouverture, la moindre des choses est que nous essayons d'incarner cette ouverture. L'atelier a permis de faire ressortir la nécessité de clarifier et d'explicitier le vocabulaire utilisé, ainsi que l'articulation entre sciences et techniques. Cela semble d'autant plus logique si l'on souhaite que ce texte ne soit pas un énième texte d'expert-es. De même dans une logique d'ouverture et d'accessibilité, il est nécessaire d'expliquer les concepts employés et d'illustrer les différents points par des exemples. Enfin, l'atelier a confirmé un point de tension existant autour des libertés académiques. Est-il possible de contraindre les sciences à se réengager en société, à laisser de côté certaines recherches au nom de l'intérêt général et des défis socio-écologiques contemporains ? Cette question

reste en suspens et se devra d'être explorée, clarifiée en vue de la construction d'un texte collectif ●

QUELLES ALLIANCES ENTRE LES TRAVAILLEURS DE LA RECHERCHE ET LE MOUVEMENT SOCIAL ? (Débat boule de neige)

Cet atelier avait pour objectif de **co-construire avec les participant-es une cartographie des liens entre les mouvements sociaux et les mondes académiques et techniques**. Nous sommes partis du constat de la diversité de ces liens et des représentations des sciences et de ses missions qui peuvent exister et circuler dans la société. Débats sémantiques, apports de notions et croisement de nos points de vue nous ont conduits à mettre au jour la complexité du système que nous cherchions à cartographier. **Les liens sont multiples, dynamiques, multidirectionnels, de différents types et de diverses importances**. Cette complexité rappelle un fait : les sciences et surtout les savoirs sont partout, en circulation constante, tout le monde les utilise,



les torde, les discute et beaucoup en produise de nouveaux.

Si l'on dépeint ce système à gros traits, nous avons identifié que les sciences nourrissent les mouvements sociaux et que ceux-ci re-questionnent les sciences, mais aussi que des liens réciproques d'écoute, de défiance, de confiance et de contestations constituent également la relation entre sciences et sociétés. Ce dialogue alimente à la fois la mise en politiques des savoirs par les mouvements sociaux et leur mise en perspectives, en questionnement par les sciences. Ces inter-relations sont des plus effectives, des plus réelles, que le lien le plus direct entre sciences et mouvement sociaux sont les chercheur-ses et les ingénieur-es eux même ! En effet, **la plupart des participant-es de l'atelier se sentaient à la fois appartenir au monde des sciences** (de part leurs activités professionnelles ou extra-professionnel) et à celui des mouvements sociaux.

Ingénieur-es et chercheur-ses ne sont pas les seules à travailler, faire circuler et à produire des savoirs. Revient alors dans la discussions la question de la légitimité des savoirs et des acteur-rices pris en compte. Finalement quelles sciences et quels savoirs devons nous considérer dans notre cartographie ? Dans l'idée de l'ouvrir à tou-ttes les producteur-rices de savoirs, comment rendre compte des nécessaires traductions entre les sémantiques des un-es et des autres ?

Cet atelier nous a permis de remettre au jour à la fois la complexité des liens entre savoirs et sociétés, entre sciences, techniques et mouvements sociaux et les déséquilibres de légitimité institués. Les acteurs et actrices de la productions de savoirs et de leur mise en politique sont toutes et tous reliés-es par de nombreux liens de différentes natures. **Si nous ne sommes pas en mesure de faire une**

cartographie claire et exhaustive de ces liens nous arrivons tout de même à la conclusion qu'il est irréaliste de penser les sciences, les techniques, l'innovation hors de ce réseau d'inter-relations complexes. Pour qu'elle soit en mesure de répondre aux défis socio-écologiques contemporains, la production de savoirs doit être réengagée dans la société, et les inter-relations qui la constituent et la façonnent doivent être mise au jour. De même il serait naïf voire malhonnête d'affirmer que seuls les modes de productions de savoirs institués sont en mesure de faire émerger les clés de compréhensions nécessaires pour résoudre ces défis. **Le constat de la complexité systémique des problématiques sociales et écologiques est un appel à complexifier nos modes de pensées et donc à ouvrir la porte de la production de savoirs légitimes à des acteurs non-institués** ●

STRATÉGIE ALTERNATIVE DE RECHERCHE (Arpentage)

Cet atelier avait un objectif d'arpentage similaire à celui sur le Manifeste, à propos du texte Horizon Terre qui propose des orientations de recherches alternatives à Horizon Europe, prenant en compte les limites planétaires – et donc qui ne soient pas soumises aux impératifs de croissance économique, ni fascinées par les technologies, notamment numériques. Vu le petit nombre de participants, seules l'introduction et la partie Energie-Habitat-Mobilité ont été arpentées.

Quelques appréciations générales : L'appel à l'action « créons des coopératives de recherche » et aux savoirs extra-universitaires a été apprécié. Le texte est très motivant pour un jeune chercheur en début de thèse. Il faudrait davantage clarifier à qui s'adresse ce texte, notamment pour l'inclusion de partenaires



Photo : Baptiste Soubra (CC - BY NC ND)

hors de l'académie. Texte pour décideurs et financeurs, pour les acteurs de la recherche, pour la société civile qui fasse pression sur les décideurs ? Le texte Horizon Terre n'a en effet pas de public spécifique prédéfini, car il s'agit d'une démarche qui s'invente en se faisant. Cela se défend, mais ne facilite pas forcément l'appropriation. Le texte présente parfois des lacunes, certains thèmes étant abordés de façon trop superficielle. Les sciences de la nature, notamment fondamentales, y sont étonnamment peu présentes. C'est en effet inévitable, car le texte a été écrit à partir d'un petit groupe divers qui ne possédait pas toutes

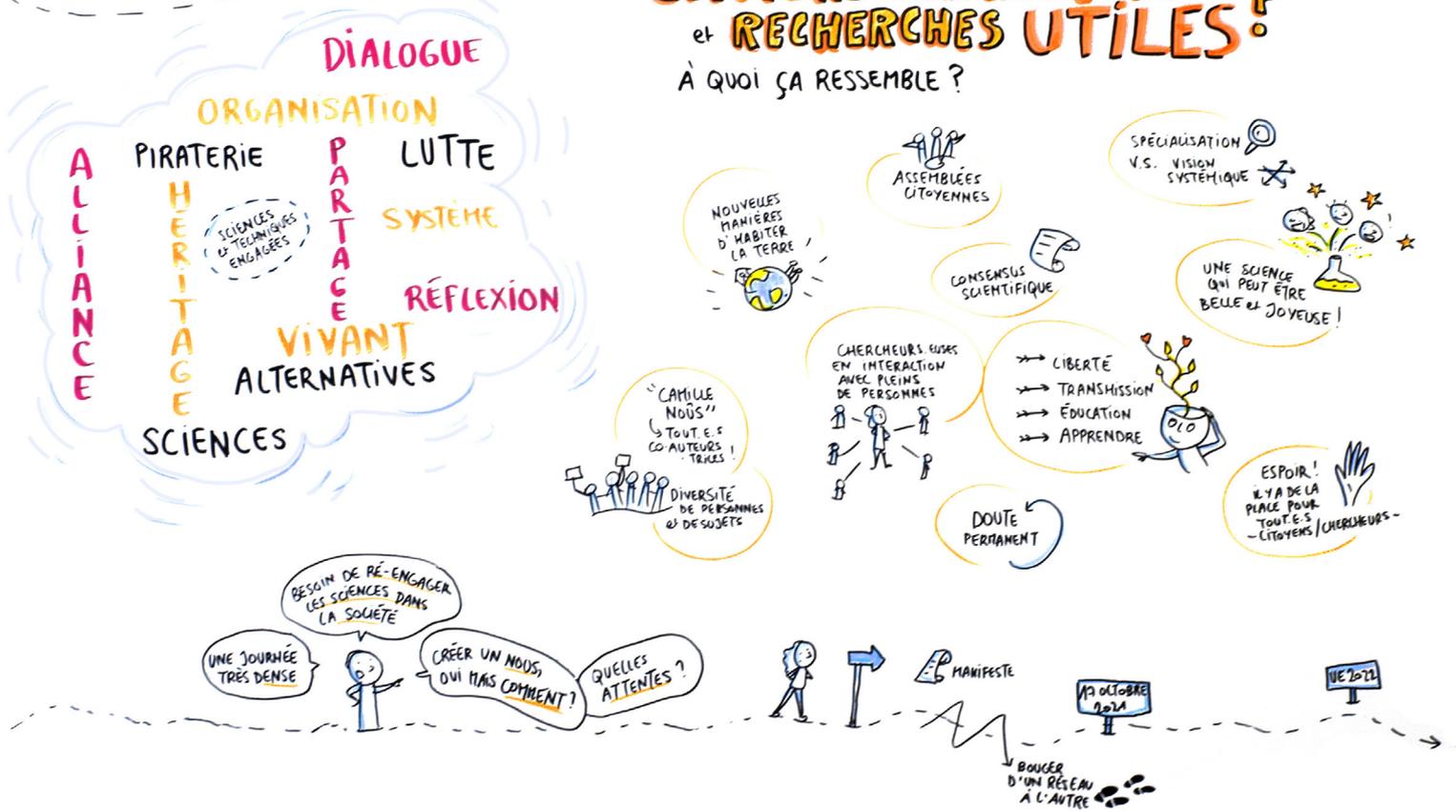
les compétences, ni n'avait toujours le temps pour approfondir. Horizon Terre a également insisté sur les domaines qui ne sont pas assez présents dans Horizon Europe (surtout en sciences humaines et sociales, l'urgence étant de changer de modèle socio-économique), et n'a pas mis en avant des recherches qui sont actuellement déjà assez bien financées – ce qui ne signifie pas qu'elles devraient toutes s'arrêter. Donc là encore, il est important d'arriver à clarifier dès le début du texte ce qu'est cet objet, son ambition et son statut •

ÉTATS GÉNÉRAUX DES SCIENCES et TECHNIQUES ENGAGÉES

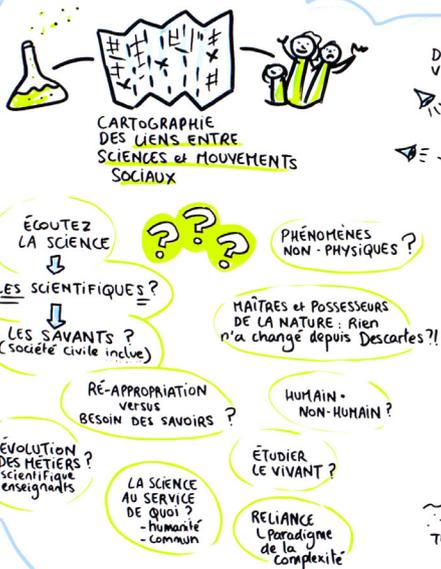
• LA SUITE •

CITOYENS-CHERCHEURS et RECHERCHES UTILES?

À QUOI ÇA RESSEMBLE ?



ATELIERS



ÉTATS GÉNÉRAUX DES SCIENCES et TECHNIQUES ENGAGÉES

• LA SUITE •

ARPENTAGES



Synthèse co-produite par les associations organisatrices :

Sciences Citoyennes,
Ping, Klask, Ingénieurs sans Frontières,
l'Atécopol, Ecopolien, le réseau IPAM, Global Chance,
l'Association Internationale de Techniciens, Experts et
Chercheurs (AITEC) et RogueESR.

Avec la contribution gracieuse de **la Myne** pour la prise de note, et de toutes les participant-es de la journée qui ont donné leur richesse à nos discussions.

Merci aux organisateur-rices de l'Université d'été des Mouvements Sociaux et des Solidarités pour nous avoir donné l'opportunité d'organiser cette journée.

Facilitation graphique & illustrations : Hewel
Maquettage : Baptiste Soubra (ISF France / HT2S (Cnam))

• Octobre 2021 •



ATÉCOPOLE

